

POMME DE TERRE À BOUIRA

Entre appréhension des producteurs
et «sérénité» des responsables

Si sur les marchés, la décision de l'Etat de prendre en stock de sécurité quelque 150 000 tonnes de pomme de terre de saison au niveau national a été d'un grand apport dans le cadre de la stabilisation des prix, il reste que dans cette décision prise, quelques détails n'ont pas encore été élucidés.

Selon certains producteurs de Bouira, et devant l'ampleur de la surproduction au niveau local et dans d'autres wilayas du pays, les producteurs se sont retrouvés pris de panique lorsque les prix de vente étaient descendus sous la barre des 10 DA. L'on s'en souvient, au mois de juillet dernier, les producteurs sont allés jusqu'à déverser leurs productions sur la RN°5 pour alerter les pouvoirs publics sur leur situation catastrophique. De fait et devant l'urgence de la situation, le ministre de l'Agriculture avait pris la décision de prendre à sa charge les frais de stockage de ce tubercule au niveau des différentes chambres froides du pays auxquelles il a fait appel. Le ministre avait parlé d'une quantité de 150 000 tonnes qui allaient être stockées.

Au niveau de la wilaya de Bouira, c'était la bouffée d'oxygène. Des dizaines de producteurs — ils sont plus de 300 à l'échelle de la wilaya — se sont empressés d'envoyer leurs marchandises aux quatre coins du pays pour les stocker au prix référentiel de 20 DA le kilogramme.

Dans leur précipitation, les felahs n'avaient qu'une chose dans la tête : se débarrasser de ce lourd fardeau. «Pourvu qu'on ne la voie pas périr sous nos yeux», disaient-ils à l'unanimité. Au total, les agriculteurs de Bouira ont envoyé leurs marchandises vers 13 wilayas allant depuis Mostaganem à l'ouest jusqu'à Skikda à l'est. Cependant, si l'Etat avait tout prévu dans ce dispositif en prenant en charge les frais de stockage et en donnant une bonification de 5 DA aux organismes stockeurs, c'est-à-dire aux propriétaires de ces chambres froides, ces derniers ne sont pas tous des professionnels pour



Le tubercule fait encore parler de lui.

suivre ce dispositif. D'aucuns disent qu'ils n'ont fait que répondre positivement à l'appel de l'Etat mais qu'ils ne sont pas là pour se recycler obligatoirement en vendeurs de pomme de terre comme semble les y pousser l'Etat. Or, selon ce dispositif, les organismes stockeurs sont appelés à se rapprocher des banques afin d'avoir des lignes de crédits nécessaires pour payer les producteurs de pomme de terre au prix de 20 DA le kilogramme. Quant à eux, ils devront, toujours selon ce dispositif, attendre le feu vert des walis ; chaque wilaya est libre de fixer la date selon ses besoins afin de réguler le marché et éviter la flambée, pour destocker et vendre au prix de 25 DA en gros et encaisser le bénéfice net de 5 DA le kilo ainsi que les frais de stockage. Tout cela est bien beau et logiquement bénéfique pour les organismes stockeurs, mais ceux-ci ne sont pas tous intéressés. Aussi, des cas d'organismes qui n'ont pas contracté des lignes de crédits sont légion.

Les producteurs de Boudehane qui ont expédié leur marchandise évaluée à quelque 6 000 qx, depuis El-Esnam vers Mostaganem, nous diront qu'ils sont toujours dans l'attente d'être payés. Les chambres froides où ils ont mis leur marchandise ne sont pas emballées pour ni contracter des crédits pour les payer ni vendre la marchandise stockée. Pis, même les chambres froides dans lesquelles ils avaient

stocké leur marchandise n'ont, semble-t-il, pas respecté les normes. Du coup, ils se retrouvent dans une situation où leur marchandise est carrément avariée et dégradée et ils ne savent plus à quel saint se vouer.

D'autres agriculteurs sont confrontés à un autre phénomène : celui des quantités livrées. Dans la précipitation, ils avaient livré beaucoup de quantités avec délivrance de simples bouts de papier et parfois sans aucun papier. Aujourd'hui, ils se retrouvent avec des quantités différentes de celles que les organismes stockeurs avancent.

En somme, et selon toujours Boudehane, au niveau de la wilaya de Bouira, où les producteurs avaient expédié près de 100 000 qx au niveau des autres wilayas, ajoutées aux 44 000 qx stockés au niveau local, pour le moment, aucun producteur n'a été payé. Les seuls producteurs qui peuvent l'être sont ceux qui ont stocké leur marchandise à Boumerdès, puisque, là, l'organisme stockeur, l'Enafroid, vient de contracter les crédits pour les payer. Pour les autres, ils sont des dizaines pour ne pas dire des centaines à attendre leur argent.

Cela étant, pour les stocks existant au niveau des 21 chambres disponibles au niveau de la wilaya de Bouira, selon le DSA, Morsli Rachid, les équipes de contrôle qui ont sillonné la wilaya pendant la semaine dernière sont très satisfaites

puisque sur les 44 000 qx de pomme de terre stockée au niveau de ces chambres froides, un seul compartiment d'une capacité de 1 500 qx, au niveau d'une chambre froide à M'chedallah a été déclaré défectueux et la pomme de terre détériorée. Le reste des quantités est intact et devra être déstocké aux mois d'octobre et novembre lorsque la pomme de terre fraîche sera indisponible. Car, selon le DSA, tant que les prix de la pomme de terre au marché de gros n'ont pas dépassé le seuil des 28/30 DA, la décision de destocker ne sera pas prise.

Présentement, même au niveau du marché de détail, la pomme de terre reste parmi les rares légumes dont les prix sont restés dans les normes, entre 30 et 35 DA. Au sujet des appréhensions des producteurs quant au sort de leurs marchandises expédiées dans les chambres froides, le DSA préfère plutôt parler de retard dans leur paiement au lieu d'autre chose. Pour lui, les producteurs exagèrent puisque, si la situation était aussi catastrophique qu'ils le prétendent, ils ne se lanceraient pas dans la présente campagne avec un même engouement.

En effet, et toujours selon le DSA, pour la présente campagne, la quantité d'hectares ensemencée en pomme de terre au niveau de la wilaya de Bouira, principalement au niveau du plateau d'El-Esnam et la plaine des Aribis à Aïn Bessem, a dépassé les 1 800 ha. Cette quantité devra atteindre les 2 000 ha mais d'ores et déjà, selon notre interlocuteur, les prévisions sont atteintes. Or, selon les producteurs, et c'est parce qu'ils sont des professionnels qu'ils se sont lancés dans cette campagne. Selon eux, malgré toutes les embûches, ils ont assumé tous les risques en se démenant comme des diables pour se procurer la semence et les engrais nécessaires à temps alors que l'Etat avait mis du retard pour les en doter. Alors, les pouvoirs publics et les services du ministère de l'Agriculture prendront-ils en charge les préoccupations de ces agriculteurs ou continueront-ils à les ignorer jusqu'à ce qu'ils désespèrent et abandonnent la profession ?

Y. Y.

AÏN DEFLA
Journée
de sensibilisation
en direction
des diabétiques
à Khemis Miliana

L'Association des paramédicaux du secteur sanitaire de Khemis Miliana a organisé mercredi une journée de regroupement et de sensibilisation en faveur des personnes atteintes de diabète. La salle de cinéma El Kawakib n'a pas pu contenir le nombre important de malades ou les membres de leurs familles qui ont participé à cette journée. Ils étaient plus de 300, selon les promoteurs de cette journée. Le choix de programmer cette journée en plein mois de jeûne est très judicieux parce que le malade connaît de fortes perturbations, voire même des bouleversements dans son régime alimentaire, son sommeil et dans la manière d'appliquer ses traitements, qu'ils soient sous forme d'hypoglycémiant ou d'insuline.

Surtout pour les insulinodépendants, le choix des horaires de prise, la posologie spéciale sont des variables à ne pas négliger, quand on doit jeûner, car les hypoglycémies sont souvent fréquentes et peuvent entraîner des comas irréversibles.

C'est pour toutes ces raisons que le «menu» de cette journée s'est avéré très positif pour cette catégorie de patients puisque les médecins ont intervenu et répondu à bon nombre de questions souvent angoissantes pour les malades. Il a donc été question de «Régime alimentaire, qualité et quantité» la teneur en sucres sous diverses formes, contenus dans nos aliments, des «Mesures d'hygiène préventives pour éviter le pied diabétique» et «Vivre avec le diabète». Tels donc ont été les exposés présentés par les médecins spécialistes, le diabétologue Ghanem (CHU Bab El-Oued), Mme Boudella d'Alger, et le Dr Larbi Bouamrane, président de l'AMSAD (Association des médecins spécialistes de la wilaya de Aïn Defla).

Beaucoup de personnes présentes parmi l'assistance ont souhaité que ces journées se multiplient afin d'aider le malade à se prendre en charge. Cette manifestation a été organisée par le bureau local de l'association des paramédicaux, mais aussi à l'initiative de Bensoltane Mohammed, ce jeune diabétique de 28 ans qui vit à l'hôpital depuis plus de trois ans, atteint depuis peu de cécité mais qui reste très actif pour venir en aide à d'autres malades. Il est à signaler par ailleurs le concours de l'APC et tous les membres de son bureau exécutif, la société de distribution de matériel médical Life Scan qui a distribué gracieusement 100 glucomètres à cette occasion. Deux tournois de foot et de basket-ball SCAF -équipe des enseignants ont été organisés. La municipalité, en association avec une école de marketing, a offert des coupes aux différentes équipes.

Karim O.

BÉCHAR
La pauvreté
en nette progression

Le nombre de pauvres a considérablement augmenté au cours de ces deux dernières années à Béchar, une wilaya qui compte 240 000 habitants environ. En 2006, la capitale de la Saoura avait recensé 12 000 nécessiteux pendant le mois de Ramadan. Entre-temps, le prix du baril de pétrole a doublé et d'aucuns s'attendaient à une amélioration des conditions de vie des citoyens. Des loustics sont alors montés au créneau promettant monts et merveilles aux laissés-pour-compte. «El kheir mazal el goudam», ne cessaient-ils de prévoir, lors de chaque regroupement.

Toutes les tribunes étaient utilisées pour redonner espoir à ceux qui plongeaient malgré eux dans le dénuement et la misère ; aux pères de famille qui passent leurs journées à rôder autour des marchés à épier quelques vieilles connaissances pour ne pas rentrer chez eux les mains vides devant une progéniture affamée. Cette année, durant le mois de Ramadan, c'est-à-dire deux ans plus tard, le nombre de pauvres enregistré et communiqué officiellement est passé à 19 267. Pendant cette période, 7 267 citoyens sont venus gonfler la liste des gens vivant sous le seuil de pauvreté. Une augmentation de 60%. Actuellement, les discours triomphalistes se sont hélas atténués.

Ce sont les chiffres qui parlent. Les milliards distribués par le département de M. Djamel Ould Abbès n'ont pas empêché la misère d'avancer à grands pas.

Lies Mourad

LES BOUIRIS VIVENT UNE SITUATION CAUCHEMARDESQUE

Le singe magot envahit les cultures

Depuis plusieurs années déjà, la situation sécuritaire aidant, le singe magot qui vivait jusque-là sur les pics rocheux du Djurdjura, loin des regards des hommes se contentant pour seule nourriture des plantes, commençait à se hasarder en descendant plus bas.

D'après certains responsables du PND, le singe magot qui vit en colonies s'est considérablement multiplié ces dernières années et c'est parce que la nourriture au niveau du milieu naturel dans lequel il vivait commençait à se faire rare, aidé en cela par le fait que chaque groupe avait son propre territoire, que de nouveaux groupes ont commencé à chercher plus bas de la nourriture et d'autres territoires.

Ainsi, au niveau de la wilaya de Bouira, sur une quarantaine de kilomètres sur la large ceinture sud du PND depuis Taghzout jusqu'à Takerboust, des dizaines de villages situés

dans le périmètre du PND (Parc naturel du Djurdjura) vivent cette situation cauchemardesque. Nacer, un citoyen du village Tagnit, situé sur les hauteurs du Djurdjura, nous raconte : «Ce jeudi, alors que nous étions en compagnie de quelques villageois en train de deviser sur une colline, nous aperçûmes un grand nombre de singes. Le groupe s'est divisé en deux. Le premier s'est dirigé vers un jardin de plantes maraîchères et l'autre vers une figueraie. Chaque groupe avait des sentinelles. De véritables êtres intelligents. Surtout ceux qui étaient au niveau de la figueraie. L'un d'eux monta sur une branche. Puis un deuxième, puis un troisième.

Au fur et à mesure, je voyais la branche ployer sous l'effet de leur poids. Et ce n'est qu'après avoir vu les autres arracher les figues que j'ai compris le manège. Bien sûr, par ce procédé, la majorité du temps, les branches ne ploient pas mais se brisent. De plus, ces primates mangent toutes les figues, y compris celles qui viennent juste d'enfler mais pas mûres. Plus loin, le deuxième grou-

pe était affairé à arracher tout ce qu'il trouvait sur son chemin : haricots verts, courges, tomates, aubergines, poivrons... Tout cela s'est passé en pleine journée et dans un village habité», ironise notre interlocuteur.

Plus loin, à l'ouest du village, des citoyens de Tanagout et El-Madjen dont les villages ont été abandonnés pendant la décennie noire, racontent que les singes ont élu domicile à telle enseigne que les petits enfants ne peuvent plus s'y hasarder. Ils sont tout bonnement chassés par les singes qui se prennent désormais pour de véritables maîtres des lieux. Des dizaines d'hectares de figueraies et de vignobles, de pêcheurs, de poiriers et de pommiers sont ainsi squattés par ces primates. A Saharidj, au niveau du village Ivelvaren, les singes ne quittent plus les lieux et les seules figueraies qui ont résisté à leur furie sont celles dont les propriétaires sont omniprésents. Les citoyens de centaines de villages situés de part et d'autre du Djurdjura sont désappointés face à cette situation.

Y. Y.